



Marie-Thérèse SUR – LE LIBOUX

formation	1976	Doctorat de Droit public
	1967–1968	D.E.S. de Science politique (Caen)
	1965–1966	D.E.S. de Droit public (Caen)
	1964–1965	Maîtrise (ancienne licence de Droit public) à la Faculté de Droit de Caen
	1959–1960	Propédeutique Lettres
expériences professionnelles	1996	Premier associé-gérant de la SCP SUR-MAUVENU & Associés
	1990–1996	Premier associé-gérant de la SCP SUR-GRANGE-MAUVENU
	1988–1990	Avocat associé du Cabinet Labbé-Boivin-Sur
	1976–1987	Collaboratrice d'un cabinet d'Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (Jean Labbé puis SCP Jean Labbé – Vincent Delaporte)
	1976–1986	Maître-assistante puis Maître de conférences (Caen)
	1971–1976	Assistante de Droit public Caen
	1970–1971 1968–1970	Alger (coopération) Caen
principales qualifications et references	Spécialiste de Droit public, et notamment des marchés publics et contrats administratifs :	
	<ul style="list-style-type: none"> • concessions de travaux publics et de service public, • délégations de service public, • conventions d'occupation du domaine public, A.O.T. / L.O.A., • baux emphytéotiques administratifs (B.E.A.) pour la réalisation d'opérations d'intérêt général, ou l'accomplissement d'une mission de service public, avec convention d'exploitation non détachable, • baux emphytéotiques hospitaliers (B.E.H.), • contrats de crédit-bail pour le financement d'équipements publics concédés et conventions tripartite (Concédant / concessionnaire / crédit-bailleur). 	



Marie-Thérèse SUR – LE LIBOUX

principales prestations

Enseignant le Droit administratif à la Faculté de Droit et de Sciences politiques de CAEN, j'ai, parallèlement, été collaboratrice d'un Avocat aux Conseils, Me Jean LABBE, de 1976 à 1986. J'ai commencé à travailler sur des dossiers de marchés publics en 1976, puis de concessions et autres contrats, dès 1978, soit au contentieux (Conseil d'Etat et Tribunaux administratifs), soit en tant que conseil.

Devenue Avocat à la Cour, exerçant en SCP, j'ai poursuivi et accentué mon activité dans le domaine des marchés publics et des délégations de service public, l'urbanisme constituant un second pôle d'intervention auprès des collectivités territoriales (audit juridique des documents d'urbanisme, montage contractuel d'opérations telles que les ZAC, défense au contentieux des permis de construire).

Cependant, mon activité dominante demeure les marchés publics, les délégations de service public, et plus largement contrats administratifs (baux emphytéotiques administratifs [B.E.A.], autorisations d'occupation du domaine public [A.O.T.], avec ou sans droit réel, contrats de partenariat). Elle se répartit entre deux tiers de conseil et un tiers de contentieux environ.

Ma clientèle est variée, comprenant des entreprises concessionnaires, des sociétés d'économie mixte, des établissements financiers, des autorités publiques (collectivités territoriales, établissements publics, Etat). Dans les dernières années, la proportion des collectivités locales (collectivités territoriales et établissements publics de regroupement) s'est accrue.

Cette variété, jointe à mon indépendance (je n'ai aucune exclusivité ou aucun lien particulier avec les entreprises), me permet d'avoir ou de perfectionner une vision équilibrée et raisonnable des relations contractuelles, notamment en matière de délégations de service public. L'économie générale de ces contrats est un subtil équilibre, à établir dans chaque cas particulier, entre, d'une part, des prérogatives de puissance publique des autorités organisatrices, responsables de l'organisation et du fonctionnement des services publics, et, d'autre part, les droits et l'autonomie de gestion des délégataires. Le même raisonnement s'applique aux marchés publics, nécessairement complexes, dans des domaines de plus en plus technologiques.

Mes interventions sont elles aussi variées :

- consultation ponctuelles ;
- documents d'aide à la décision, notamment pour le choix entre financement public ou financement privé d'équipements publics, gestion directe ou gestion déléguée des services publics ;
- participation à des groupes de travail, comités de pilotage ou assemblées d'élus, à titre consultatifs ;
- rédaction des pièces juridiques des dossiers de consultation des entreprises ;
- suivi des procédures de passation des marchés et contrats ;
- rédaction des marchés et contrats ou relecture des documents ;
- participation aux négociations des marchés et contrats ;
- assistance dans les relations avec le contrôle de légalité, soit à titre préventif, soit en réponse à des recours gracieux ;
- « opinion légale » sur des contrats, dans le cadre du financement des projets ;
- défense éventuelle au contentieux ;
- suivi des procédures administratives, telles que concertation préalable, instruction mixte, déclaration d'utilité publique ;
- suivi de l'exécution de contrats, négociation d'avenants ;

et de manière générale, toutes prestations de conseil et d'assistance juridique.



avocat associé

Marie-Thérèse SUR – LE LIBOUX

principales prestations (suite)

Ces interventions sont effectuées dans toute la France (métropole et outre-mer), parfois à l'étranger, notamment pour des projets transfrontaliers. Elles sont faites en coordination avec d'autres assistants, techniques ou financiers, et en collaboration avec les services administratifs et techniques des collectivités publiques.

J'exerce mon activité d'avocat, spécialiste des marchés publics, des délégations de service public et des partenariats public privé, dans les domaines les plus divers :

- infrastructures routières, autoroutières et ferroviaires, aéroports, ports, transports collectifs, service de l'environnement (eau potable, assainissement, déchets), chauffage urbain, énergie électrique et gazière, cogénération, restauration collective, voirie et stationnement, services culturels, de tourisme et de loisirs, etc. ...

publications et interventions

Ouvrages

- Principal auteur d'un ouvrage en collaboration « Les Sociétés d'Economie Mixte Locales », Edition du Moniteur, juin 1990.
- Participation à un ouvrage « Le Droit des services publics locaux » (Editions du Moniteur, juin 1995).

Articles

Articles sur les contrats de concession et contrats proches dans des revues juridiques, ou professionnelles du BTP. Notamment :

- « L'ouverture européenne », Actualité Juridique du Droit administratif, novembre 1990, dossier « Services publics locaux », p. 779-786.
- « Concession. Un contrat négociable », le Moniteur des Travaux Publics, septembre 1992.
- « Pour la liberté contractuelle des collectivités locales », Le Moniteur des Travaux Publics, avril 1993.
- « Réhabiliter les contrats administratifs », le Moniteur des Travaux Publics, mars 1996.
- « Les prix et les services », AJDA septembre 1996, p. 642-647.
- « Transports publics » : marché public ou délégation de service public, l'Actualité de la Commande et des Contrats Publics, octobre 2002.
- « Loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure : de nouveaux contrats pour de nouveaux « financements », l'Actualité de la Commande et des Contrats Publics, novembre 2002.
- « Montages contractuels de financement et de réalisation d'équipements publics », Contrats Publics, octobre 2003.
- « La subdélégation de service public », Contrats publics, juillet-août 2005.